



Actualités du SECOURS DE FRANCE

France 5 commémore la Toussaint rouge de façon... très convenue

C'est l'histoire du verre à moitié vide ou à moitié plein. Au milieu de la propension française à commémorer tout et n'importe quoi, la télévision publique française n'a pas hésité à célébrer les soixante-dix ans du 1^{er} novembre

1954. Au menu, la rediffusion par France 5 de la série "C'était la guerre d'Algérie". Réalisée par Georges-Marc Benamou, Stéphane Benhamou et Mickaël Gamrasni, elle commençait de façon plutôt équilibrée en rappelant l'histoire de l'Algérie depuis 1830, sans tomber dans le manichéisme : en soulignant par exemple que, notamment sous Napoléon III, ce sont les autochtones, musulmans et juifs, qui refusèrent la nationalité française que leur proposait le sénatus-consulte du 14 juillet 1865.

Tout se gâte lorsqu'on arrive à la guerre d'Algérie proprement dite où l'armée française est largement stigmatisée, insistant lourdement sur la prétendue violence et les tortures, passant beaucoup plus vite sur les attentats du FLN. On y entend même, dans le cinquième et dernier épisode, la légende complètement inventée par le parti communiste des dizaines de morts dans la manifestation parisienne du 17 octobre 1961. Rappelons que la commission d'enquête, présidée par le conseiller d'État, Dieudonné Mandel-



kern, diligentée à la toute fin du XX^e siècle par Lionel Jospin, alors Premier ministre, et à la demande de ses amis de gauche, confirma que le bilan officiel de sept morts n'était probablement pas loin de la réalité. Il alla même plus loin en publiant le graphique des "Nord-Africains", selon la terminologie de l'époque, admis à l'Institut médico-légal en octobre 1961. Le nombre de ces personnes décédées varie, selon les jours, de zéro, ce qui fut le cas le 17 octobre, à un pic de dix le 3 octobre. Le 18, l'IML reçut deux corps de Nord-Africains et sept le lendemain, 19 octobre. Cependant, on y trouve tout de même, entre autres rappels de vérités historiques, le racket systématique, sous menace de mort, qu'était le prétendu "*impôt révolutionnaire*" exigé auprès des travailleurs algériens en métropole. Soyons magnanimes : on eût pu s'attendre à pire de la part d'un scénario rédigé par Benjamin Stora. On eût pu surtout s'attendre à mieux, comme par exemple, citer le premier Président du Gouvernement provisoire de la République algérienne, Ferhat Abbas : « *La colonisation était morte, ce qu'elle avait abandonné dans notre pays représentait un actif considérable. Comment allions-nous le préserver, l'enrichir et le conserver au profit de nos masses ?* ».

► France 5 commémore la Toussaint rouge

Hocine Aït-Ahmed, autre pionnier de l'indépendance de l'Algérie, constata, lui, en juin 2005, que le vœu de Ferhat Abbas ne fut suivi d'aucun effet, par une formule lapidaire, compréhensible de tous : « *L'Algérie, du temps de la France, c'était le paradis !* » Cette sentence concluait une intervention plus longue qui a le mérite de la clarté : « *Chasser les pieds-noirs a été plus qu'un crime, une faute car notre chère patrie a perdu son identité sociale,* déclarait Aït-Ahmed, poursuivant : *N'oublions pas que les religions, les cultures juive et chrétienne se trouvaient en Afrique bien avant les arabo-mu-*

sulmans, eux aussi colonisateurs, aujourd'hui hégémonistes. Avec les pieds-noirs et leur dynamisme, l'Algérie serait aujourd'hui une grande puissance africaine méditerranéenne. Hélas ! Je reconnais que nous avons commis des erreurs politiques et stratégiques. Il y a eu envers les pieds-noirs des fautes inadmissibles, des crimes de guerre envers des civils innocents et dont l'Algérie devra répondre au même titre que la Turquie envers les Arméniens. » Disparu en 2015, Hocine Aït-Ahmed ne put pas administrer ce cours d'histoire à Emmanuel Macron, encore totalement inconnu à l'époque.... ■

La repentance, encore et toujours à l'Élysée

En lieu et place de Hocine Aït-Ahmed, c'est l'inévitable Benjamin Stora qui enseigne l'*histoire de l'Algérie à Macron*. Lequel, égal à lui-même, n'a donc pu s'empêcher de relayer la culpabilisation de son mentor « *en appliquant scrupuleusement, comme l'a écrit Boulevard Voltaire, le plan de repentance dicté par son conseiller Benjamin Stora.* Il a donc reconnu dans un communiqué officiel que Larbi Ben M'Hidi, héros national pour l'Algérie et l'un

des six dirigeants du FLN qui lancèrent l'insurrection du 1^{er} novembre 1954, a été assassiné par des militaires français placés sous le commandement du commandant Aussaresses ». Évidemment, pas un mot dans ce communiqué sur les victimes civiles massacrées par le FLN, ce 1^{er} novembre 1954. Et passons sur le fait pour un président de la République française de qualifier de héros un individu qui a pris les armes contre la France. ■

Colonisation : la gentille et... la méchante

Depuis le Maroc, le même Macron qui stigmatise la France, coupable selon lui de colonialisme, chante les louanges de la colonisation musulmane de l'Espagne durant sept cents ans au cours de laquelle les non musulmans, chrétiens ou juifs, étaient traités comme des sous-hommes.

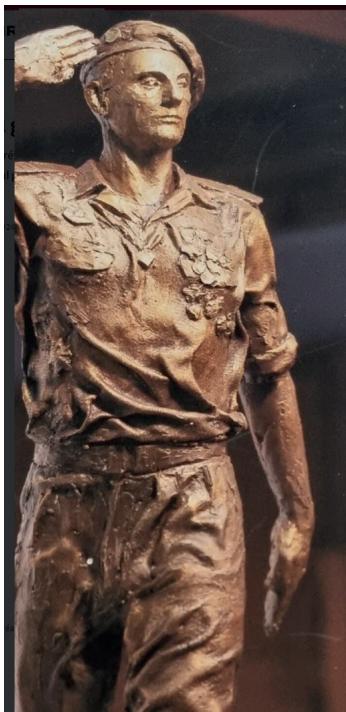
Il y a, selon Macron, la bonne colonisation, arabo-musulmane et la mauvaise, française et chrétienne. ■



Bronca contre le Général Bigeard

Une statue du Général Marcel Bigeard a été érigée à Toul le 24 octobre dernier. Ancien secrétaire d'État à la Défense, député de Meurthe-et-Moselle, Marcel Bigeard (1916-2010), entré dans l'armée en 1936 comme soldat de deuxième classe, a conquis ses galons au feu dès la seconde guerre mondiale, et a ensuite gravi tous les échelons comme militaire exemplaire dans la résistance, en Indochine puis en Algérie.

Né et mort à Toul, Marcel Bigeard aurait pu avoir sa statue dans sa ville natale depuis longtemps et, surtout, dans la discrétion, tant il



est banal qu'on honore une prestigieuse figure locale.

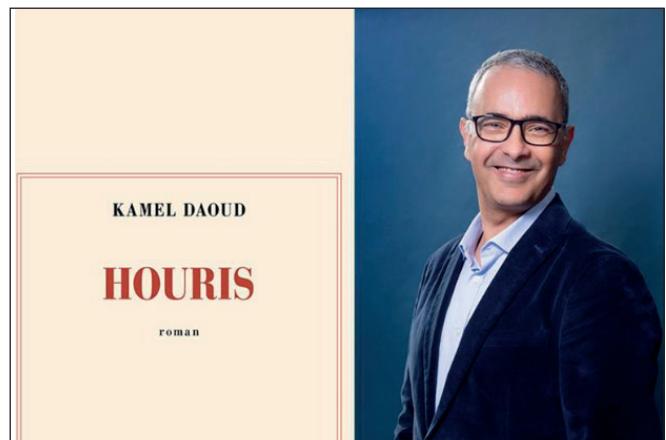
Eh bien non ! Quasiment tous les médias, *L'Est Républicain*, mais aussi *La Croix*, *L'Express*, *France Bleu*, *Libération* et bien d'autres, ont largement relayé les invectives de groupuscules d'extrême-gauche accusant Bigeard de torture en Algérie, en reprenant le fort commode participe passé "controversé". Il faut savoir qu'en langage médiatiquement correct, controversé ne signifie pas "prêter à controverse" mais simplement, "ne pas plaire à la gauche bien-pensante". ■

Kamel Daoud dérange les autocrates algériens

Le salon du livre qui s'est tenu à Alger du 6 au 16 novembre a, semble-t-il, fait davantage parler d'un livre absent que de tous les autres, bien présents ceux-là. Aux termes d'une loi interdisant toute publication sur la guerre civile qui a tué au moins 200 000 Algériens entre 1992 et 2002, le dernier Goncourt décerné à Kamel Daoud, pour "Houris", circule donc largement sous le manteau outre-Méditerranée. Sous les huées de l'extrême-gauche qui, naturellement, ne pardonne pas à cet écrivain de dire la vérité sur l'Algérie, ce roman laisse espérer une prise de conscience et un réveil de la France et des Français contre la soumission à l'islam.

Le livre raconte l'histoire d'une future mère de famille, devenue aphone à la suite d'une tentative d'égorgement durant la guerre civile, qui explique à l'enfant qu'elle porte la souffrance de naître femme en Algérie. Ce qui dérange tous ceux qui se proclament "décoloniaux", est surtout que Daoud prévient les

Français de ce qui les attend s'ils ne s'engagent pas dans le sursaut : « Pour nous, les Algériens, déclarait-il l'été dernier sur France Inter, ce qui se passe en France et dans le reste du monde face à l'islamisme, c'est un remake. On voit les mêmes compromis, les mêmes compromissions, les mêmes dénis, les mêmes idiots utiles, les mêmes risques, les mêmes stratégies et on est comme des revenants. On est derrière la vitre, on tape, on a envie de vous dire : ne faites pas cette erreur-là ! » ■



En Algérie, encore et toujours la rente mémorielle

L'ancien ambassadeur à Alger, Xavier Driencourt apporte un éclairage intéressant quant aux raisons de la persistance d'une rente mémorielle algérienne qui semble s'en prendre de plus en plus à la France au fur et à mesure que la guerre d'Algérie s'éloigne dans le temps. L'explication tient, évidemment, à l'incompétence des dirigeants algériens qui justifient la mauvaise situation de leur pays par la colonisation.

Air connu. Ce qui est original dans la démonstration de Xavier Driencourt est la progression dans le ressentiment anti-français. On est passé, écrit l'ancien ambassadeur, « de la reconnaissance [de la colonisation] à

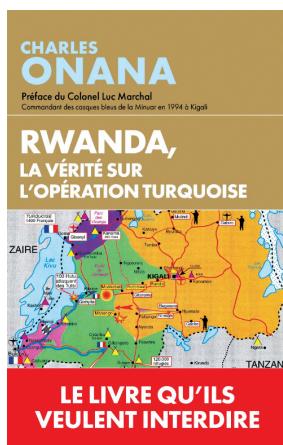
la repentance, puis à la criminalisation. Pourquoi, poursuit Driencourt, en 2019, pendant l'année du "Hirak", les manifestants brandissaient-ils les effigies des héros de l'indépendance, Krim Belkacem, Mohamed Boudiaf, Abane Ramdane et d'autres, sinon pour justifier leur opposition à un pouvoir qui avait, dès 1962, détourné et confisqué les idéaux de la révolution de 1954 ? »

Autrement dit, la colonisation, selon l'Algérie a été bien pire que ce que l'on a cru, c'est pourquoi le pays ne s'en sort pas. Il faut simplement regretter que les déclarations de Macron servent davantage un tel discours que les intérêts de la France. ■

Coup de théâtre en vue à la XVII^e Chambre ?

La XVII^e Chambre du Tribunal judiciaire de Paris qui doit sa célébrité à sa spécialisation dans la répression de délits d'opinion, a mis en délibéré au 9 décembre le jugement à l'encontre du politologue franco-camerounais Charles Onana, spécialiste de l'Afrique des Grands Lacs, poursuivi pour "négation de génocide" dans son ouvrage, *Rwanda, la vérité sur l'opération Turquoise*.

Poursuivi, à l'instigation de diverses officines, telles que la Licra, la Ligue des droits de l'homme, la Communauté rwandaise de France, le Comité des parties civiles pour le Rwanda... Charles Onana se voit surtout reprocher d'avoir employé cent-soixante fois le mot "génocide", en l'écrivant seulement vingt fois sans guillemets. En cause sur le fond, la rente de situation du pouvoir rwandais en place depuis bientôt trente ans sous la férule du leader tutsi, Paul Kagamé. Lequel justifie son pouvoir par ce qui aurait été un génocide dûment orchestré et scientifiquement planifié des Tutsis



par les Hutus, majoritaires dans la population rwandaise. Le Tribunal pénal international pour le Rwanda, TPIR, avait, plus ou moins, validé cette théorie, très largement sur la base du chapitre II, intitulé "Définition et identification de l'ennemi", d'un rapport de la Commission militaire rwandaise mise en place par le Président Juvénal Habyarimana le 4 décembre 1991. Nulle trace, durant

toutes les audiences du TPIR, de l'intégralité de ce rapport, du chapitre 1er ni des chapitres III à VI, au prétexte qu'ils auraient disparu. C'est seulement le 5 novembre dernier, presque neuf ans après la clôture du TPIR, que réapparaît, comme par magie, ce rapport disparu. Le site Justice Info vient de le publier intégralement : <https://www.justiceinfo.net/fr/137947-justiceinfo-rapport-cense-origine-complot-genocidaire-rwanda.html>. En le lisant, notamment le sous-chapitre B, "Situation militaire" du chapitre IV, "Situation amie", ainsi que le chapitre V, "Les enseignements de la guerre", la notion de génocide planifié ne saute pas particulièrement aux



► yeux. Loin de là. Justice sera peut-être rendue à Charles Onana qui vient par ailleurs, de déposer plainte contre le président Paul Kagamé, pour « menaces publiques ». En revanche, quant à

l'armée française et, plus encore, aux quatre-vingt-treize personnes poursuivies et surtout aux soixante-deux condamnées par le TPIR, c'est l'histoire qui pourra leur rendre justice. ■

Donald Trump, modèle pour la France ?

En affirmant dans *Le Figaro* du 12 novembre que « *Donald Trump fait la preuve qu'un projet patriotique peut séduire les minorités sans rien céder sur l'immigration* », Alexandre Devecchio met les responsables politiques français devant leur responsabilité. Le nouveau parti Républicain, explique l'éditorialiste du *Figaro*, prend ses racines dans le Tea Party, lancé par les classes moyennes et populaires, fiscalement malmenées par l'administration Obama qui, simultanément, avait lancé un plan de sauvetage des banques de 800 milliards de dollars, suite à la crise de 2008. En clair, les Gilets jaunes américains. Le succès de Donald Trump repose sur sa réussite à fédérer le Tea Party et la base traditionnelle du Parti républicain, la bourgeoisie aisée. Par sa crainte d'être stigmatisée par la nomenklatura médiatique, les figures de la droite française, à de rares exceptions près, ont, au contraire, refusé d'afficher une préférence pour Donald Trump, face au déferlement de haine des médias français.

Pourtant, explique Alexandre Devecchio, elle aurait tout à gagner à tirer profit des délires sociétaux wokistes de la gauche et de la macronie, pour s'attacher les milieux populaires mais aussi la population d'origine immigrée, plus que révulsés par les lubies des lobbies des minorités agissantes. À la question de savoir si la révolution politique trumpiste est transposable en France, Devecchio répond que *si le bloc populaire doit être le centre de gravité d'une droite reconfigurée, celui-ci ne peut l'emporter seul. La victoire passera nécessairement par l'agrégation d'une partie des catégories privilégiées à ce bloc, mais aussi d'une fraction des Français d'origine immigrée. L'exemple de Donald Trump montre qu'un projet patriotique peut séduire les minorités sans rien céder sur la question de l'immigration ni de l'assimilation culturelle* ». Le choix de LR de s'allier aux macronistes pour soutenir le gouvernement minoritaire de Michel Barnier ne va pas dans ce sens ! ■

Carnet noir : René Marchand

Une triste nouvelle est tombée le jour même de l'anniversaire de l'attentat islamiste du 13 novembre 2015 à Paris : la disparition, à 89 ans, du journaliste René Marchand, remarquable orientaliste qui avait mis en garde, il y a fort longtemps, contre l'islamisation de la France et de l'Europe. Diplômé de Langues O, René Marchand avait effectué toute sa carrière à l'ORTF, d'abord comme correspondant à Djibouti. Revenu en métropole, comme rédacteur en chef à *France Inter*, il poursui-



vit sa carrière, notamment comme présentateur du journal du soir de la 2^e chaîne de télévision. Chassé de l'ORTF par l'arrivée de Mitterrand au pouvoir, il créa une école privée d'enseignement des métiers des media avant de faire profiter ses lecteurs de sa science infinie du monde oriental et des civilisations arabo-musulmanes. Il publia notamment *La France en danger d'islam*, *Mahomet contre-enquête*, *Reconquista ou mort de l'Europe*. Pour lui, il n'y avait aucun doute : l'islam n'est pas compatible avec la France.





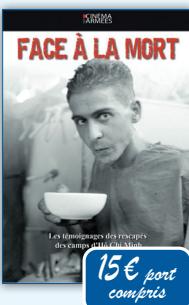
Pour rétablir la vérité sur l'histoire récente de notre pays...

Voici les DVD du Secours de France !

Face à la mort

par Marcela Feraru

Hommes de troupes, colonels ou civils, ils témoignent ici comme survivants des camps du Viêtminh. Ils vont devenir des matériaux de propagande et selon la formule des commissaires politiques d'Hô Chi Minh qui les "rééduquaient" : servir ou mourir !



15€ port compris

Harkis, histoire d'un abandon

par Marcela Feraru

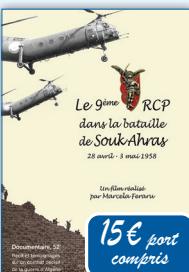
Un film qui donne la parole à ces hommes auxquels les plus hautes autorités de l'État avaient dit : "Venez à la France, Elle ne vous trahira pas !" Ce DVD revient sur une blessure qui peine tant à se refermer et que Maurice Allais, prix Nobel d'Économie, qualifia de "décision barbare qui restera comme un opprobre ineffaçable pour notre pays, un crime contre l'humanité".

Le 9^{ème} RCP dans la bataille de Souk Ahras

par Marcela Feraru

Fin avril 1958 : l'État-Major de l'ALN de Tunisie décide un passage en force pour franchir le barrage de la ligne Morice et pénétrer en Algérie. C'est le 9^{ème} RCP qui va subir le premier choc au prix de pertes très sévères.

Cette bataille, d'une ampleur unique dans la guerre d'Algérie, aura des conséquences majeures pour la suite du conflit.

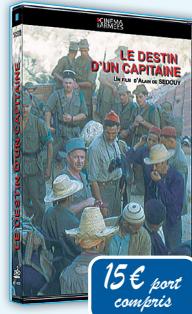


15€ port compris

Le destin d'un capitaine

par Alain de Sédouy

L'exceptionnel travail de pacification des chefs de SAS – à la fois soldats, instituteurs, soignants, juges de paix – est illustré par les six années au cours desquelles Georges Oudinot, ancien para d'Indochine, rallia à la France les habitants des Beni Douala en Kabylie.



15€ port compris

Guerre d'Algérie : mémoires de femmes

par Marcela Feraru

La guerre d'Algérie fut aussi une affaire de femmes. Enjeu et actrices du conflit elles y prirent une part croissante. Elles en furent aussi bien souvent les victimes. Arabes, Berbères, Juives, Européennes de diverses confessions, elles ont été prises dans le tourbillon d'une histoire tragique qui a bouleversé leur destin. Beaucoup ont perdu leurs proches, leurs biens, leur pays, d'autres leur vie ou leur âme.

Hélie de Saint Marc, témoin du siècle

par M. Feraru et J.-M. Schmitz

Il ne s'agit pas d'un film de guerre, même si la guerre, les guerres, sont omniprésentes à l'écran. Le cheminement de ce DVD est celui du retour sur soi d'un homme confronté à la brutalité des temps mais aussi à la "comédie humaine" et aux "escroqueries de l'Histoire" qui l'accompagnent. Une leçon de sagesse et de courage dans un style que n'aurait pas désavoué le Saint-Exupéry de *Terre des hommes* et de *Citadelle*.



15€ port compris

Merci de bien vouloir établir votre chèque à l'ordre de SECOURS DE FRANCE, et de l'envoyer à : Secours de France, 29 rue de Sablonville, 92200 Neuilly-sur-Seine.

ou ▼

Commandez en toute sécurité via l'onglet "BOUTIQUE" de notre site internet : www.secoursdefrance.com



Harkis, l'héritage. Un récit français

par Marcela Feraru et Jean-Marie Schmitz

Que ressentent-ils à l'égard de la France d'aujourd'hui ? Que nous ont-ils légué ? Que leur devons-nous ? Que souhaitent-ils transmettre ? Telles sont quelques-unes des questions auxquelles ce film souhaite répondre... Les témoins interrogés, enfants et petits-enfants de Harkis, sont écrivains, sportifs de haut niveau, élus, médecins, enseignants, militaires... Les drames et vicissitudes qui ont marqué leur histoire auraient pu justifier le "repli communautaire", observé par ailleurs. L'exemple que nous donnent ces réussites individuelles prouve, dans les faits, que l'assimilation n'est ni un slogan, ni une utopie, mais l'effet d'une éducation et d'une volonté.



Un seul chèque est possible pour l'achat de timbres Secours de France et de DVD. Attention : la planche de 30 timbres au tarif prioritaire disparaît. Le tarif "Lettre Verte" (30 timbres, 45 € port compris) peut encore nous être commandé.



Actualités du Secours de France ♦ Novembre 2024



SECOURS DE FRANCE

62 ans d'actions concrètes pour répondre aux drames humains et aux dénis d'Histoire de la "décolonisation"

Depuis 1961, le SECOURS DE FRANCE conduit trois missions :

● Secourir les détresses

Symbolisée par notre référence à saint Martin, cette mission d'origine de l'association concerne d'abord les anciens Harkis, ceux qui ont réussi à échapper à la terrible vengeance des nouveaux maîtres de l'Algérie, leurs veuves, le plus souvent très démunies, plus largement les vieux soldats en difficulté. Parmi eux, les anciens légionnaires.



● Préparer l'avenir

Par des "bourses d'excellence" aux petits-enfants de Harkis, mais aussi par le soutien aux écoles qui font découvrir et aimer la France à nos enfants. Par l'aide à des personnalités religieuses du Moyen-Orient, comme l'archevêque d'Alep, qui se battent pour que les chrétiens puissent continuer à vivre sur les terres qui ont vu naître notre foi.

● Rétablir la vérité

Par notre bulletin trimestriel, notre site internet et notre lettre électronique, les films que nous produisons, les livres dont nous assurons la promotion, des émissions de radio et de télévision, nous luttons contre la désinformation sur l'histoire récente de notre pays et la "repentance" dont elle est l'objet jusqu'au sommet de l'État.



Participez aux actions du SECOURS DE FRANCE : faites un don !

- 1 Par l'envoi d'un chèque bancaire ou postal à l'ordre de SECOURS DE FRANCE et à l'adresse de l'association.
- 2 Ou par paiement sécurisé en ligne sur notre site internet : www.secoursdefrance.com
- 3 Ou par prélèvement automatique (*pour les modalités, contacter le secrétariat*).
 - ◆ Vos dons sont la condition de notre indépendance.
 - ◆ Vous bénéficiez d'importantes réductions d'impôts : 66% des sommes versées, dans la limite de 20% du revenu imposable.

◆ Vous pouvez aussi faire un legs :

SECOURS DE FRANCE est habilité à recevoir des legs en exonération totale des droits de succession (art. 2-II de la loi n°87-571 du 23/07/87). Pensez-y au moment de préparer votre succession : contactez-nous au 01 46 37 55 13.

SECOURS DE FRANCE : 29, rue de Sablonville, 92200 Neuilly-sur-Seine

Tel. : 01 46 37 55 13 ◆ Courriel : contact@secoursdefrance.com

◆ Site internet : www.secoursdefrance.com

